

qu'elle a un caractère barbare, que ce retard est la cause fondamentale de toutes les difficultés. Mais exiger, en se basant là-dessus, comme le fait Rykov, un déplacement des ressources financières destinées à l'industrie vers l'économie paysanne individuelle, c'est choisir non pas simplement le chemin de la bourgeoisie, mais bien celui de la bourgeoisie agraire, de la bourgeoisie réactionnaire, c'est se présenter comme une caricature soviétique des amis du peuple des zemstvos de 1880. L'agriculture ne peut être relevée qu'avec l'aide de l'industrie. Il n'existe pas d'autres leviers. Pourtant notre industrie retarde effroyablement sur l'économie paysanne que nous avons devant nous, émiettée, arriérée, barbare ; le retard de l'industrie se constate non seulement par rapport aux aspirations historiques générales de l'économie paysanne, mais aussi par comparaison à la capacité d'achat de celle-ci. Confondre deux questions, l'une ayant trait au retard général historique des campagnes sur les villes, et l'autre portant sur les retards des cités en face des besoins de marchandises se manifestant actuellement dans les villages, c'est capituler en abandonnant l'hégémonie des villes sur les campagnes.

L'économie générale, dans sa forme présente, est infiniment arriérée même comparativement à l'industrie qui est très retardataire. Mais conclure que cette conséquence de l'application, pendant des siècles, de la loi du développement inégal des diverses parties de l'économie, peut-être vaincue ou tout au moins atténuée par la réduction des fonds déjà insuffisants destinés à l'industrialisation, équivaudrait à combattre l'analphabétisme en fermant les établissements d'enseignement supérieur. Ce serait entamer la charpente même du progrès de l'Histoire. Bien que l'industrie ait un type de production et de technique infiniment supérieur à celui de l'agriculture, non seulement elle n'est pas de taille à jouer un rôle de direction et de transformation — rôle vraiment socialiste — en face des campagnes, mais elle n'est même pas capable de satisfaire aux besoins courants du marché du village, et elle retarde ainsi le développement de celui-ci.

C'est précisément sur cette base que s'est

amplifiée la crise de stockage des blés ; elle ne fut nullement causée, ni par le caractère retardataire historique général des campagnes, ni par un prétendu avancement trop rapide de l'industrie. Le 15 Février, la *Pravda* nous apprenait que trois années « n'avaient pas passé sans laisser de trace », que les campagnes s'étaient enrichies, c'est-à-dire surtout les koulaks ; en face du retard dans le développement de l'industrie, cela devait inévitablement amener la crise du stockage des blés. Contredisant complètement cette interprétation, Rykov estime que l'erreur commise au cours des dernières années par la direction du Parti était au contraire d'avoir forcé exagérément l'industrialisation, qu'il faut en ralentir l'allure, qu'il faut diminuer sa part du revenu national, que les fonds devenus ainsi disponibles doivent être utilisés comme subsides destinés à l'économie rurale, surtout dans sa forme individuelle prédominante. C'est au moyen de pareils procédés que Rykov espère, dans un temps très rapide, faire doubler la récolte par hectare. Mais il se tait quant aux moyens permettant de réaliser sur le marché cette récolte doublée, c'est-à-dire de l'échanger contre les produits de l'industrie dont l'allure de développement aurait encore ralenti. Il est impossible que Rykov ne se pose pas cette question. Une récolte double correspondrait à une capacité quintuplée ou décuplée d'absorption de marchandises par l'économie rurale ; le manque de produits industriels se verrait ainsi également multiplié plusieurs fois. Rykov ne peut pas ne pas comprendre cette corrélation si simple. Pourquoi ne nous divulgue-t-il pas alors le secret lui permettant de triompher dans l'avenir de la disproportion qui croîtra monstrueusement ? Parce que son heure n'est pas encore venue. Pour les politiciens de la droite, les paroles sont d'argent, mais le silence est d'or. Rykov a d'ailleurs déjà dépensé trop d'argent dans son rapport. Mais il n'est pas difficile de deviner ce que vaut son or. L'augmentation de la capacité d'absorption de marchandises par l'économie rurale, en face d'un développement régressif de l'industrie équivaut tout simplement à un accroissement de l'importation de produits fabriqués à l'étranger, des-

tinés aussi bien aux villes qu'aux campagnes. Il n'existe pas et il ne peut pas exister d'autre voie. En revanche, la nécessité de s'engager dans cette voie unique sera si impérieuse, la pression de la disproportion accrue sera si menaçante, que Rykov se décidera à monnayer sa réserve d'or et exigera tout haut l'abolition — ou une réduction équivalente à l'abolition — du monopole du commerce extérieur.

C'est précisément le plan de droite que prévoyait notre plate-forme. Dès maintenant, il est apporté ouvertement à la tribune, sinon entier, tout au moins dans une de ses parties considérables. Ainsi qu'il appert de tout le discours de Rykov, le relèvement des prix du blé est une hypothèque sur ce plan. C'est avant tout une prime au koulak. Elle lui permet d'entraîner avec plus d'assurance encore le paysan moyen en lui expliquant : « Tu vois, je me suis fait largement payer les dommages causés par l'article 107. C'est en luttant que nous conquerrons notre droit, comme disent nos maîtres, les socialistes révolutionnaires ». Il faut croire que les fonctionnaires versés dans les affaires consolent les politiciens en les assurant qu'il sera possible de récupérer sur d'autres matières premières fournies par les paysans ce qui aura été payé en trop sur le blé. Mais de pareilles considérations ont un caractère nettement charlatanesque. Premièrement, l'ouvrier consomme du pain et non des matières premières utilisées par la technique ; le relèvement du prix du blé frappera donc immédiatement le budget de l'ouvrier. Deuxièmement, on ne réussira pas mieux à se rattraper sur les autres produits fournis par le paysan, si on prend la décision de faire oublier, à coups de roubles les conséquences du zigzag de gauche. En général, les manœuvres de retraite s'accomplissent avec plus de pertes que d'avantages. Ceci est d'autant plus vrai pour une retraite aussi désordonnée que celle marquée par les décisions de Juillet, comparées aux résolutions prises en Février. Le relèvement des prix du blé, même envisagé comme mesure exceptionnelle, extraordinaire, comme un article 107 à rebours, dissimule en soi un énorme danger : il ne fait qu'accentuer les contradictions ayant donné naissance à la crise du

stockage. Cette hausse ne frappe pas que les consommateurs, c'est-à-dire l'ouvrier et le paysan pauvre dont la récolte ne suffit pas à la consommation personnelle ; elle constitue non seulement une prime au koulak et au paysan aisé, mais elle aggrave encore la disproportion. Si les produits de l'industrie faisaient déjà défaut en présence des anciens prix des grains, ils manqueraient d'autant plus après la hausse de ces prix et l'accroissement de la quantité de blé récoltée. Cela équivaut donc à une nouvelle extension du déficit de marchandises industrielles, et à une différenciation sociale continuant à s'accroître dans les campagnes. Combattre la crise du stockage en augmentant les prix du blé, c'est entrer résolument dans la voie de la dépréciation du tchervenietz, en d'autres termes, c'est étancher la soif avec de l'eau salée, en ajoutant encore du sel à cette eau. Les choses en seraient là, s'il ne s'agissait que d'une mesure isolée, exceptionnelle. Mais cette hausse dans l'esprit de Rykov n'est nullement un procédé extraordinaire. Elle est simplement une des parties essentielles de la politique rykovienne de glissement vers le capitalisme. Sur ce chemin l'inflation n'est qu'un « détail technique ».

Au sujet du danger de l'inflation, Rykov dit d'un air significatif : « En attendant, la capacité d'achat du rouble se maintient ferme ». Que veut dire : « En attendant » ? Cela signifie : jusqu'à la réalisation de la nouvelle récolte à des prix augmentés, en face d'un déficit de produits industriels. Mais quand l'inflation frappera, Rykov dira aux ouvriers, dont les salaires baisseront inévitablement en présence d'une telle situation : « Je vous avais bien dit : en attendant ». Et alors il commencera à développer la partie de son programme sur laquelle maintenant il fait le silence. Il est impossible d'entamer la route de la NEO NEP sans porter atteinte au commerce extérieur.

En même temps que Rykov triomphait, Staline, le vaincu, intervenait à Léninegrad. Dans son discours réellement impotent (on est vraiment honteux de le lire), Staline présente la prime accordée actuellement aux éléments riches des villages et prélevée sur les ouvriers et les paysans pauvres